

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/WPGR/M/14

2 décembre 1997

(97-5289)

Groupe de travail des règles de l'AGCS

RAPPORT DE LA REUNION DU 26 NOVEMBRE 1997

Note du Secrétariat

1. La quatorzième réunion du Groupe de travail des règles de l'AGCS s'est tenue sous la présidence de Mme Jill Courtney (Australie). L'ordre du jour, reproduit sous la cote WTO/AIR/719, se composait de cinq points: négociations sur les sauvegardes au titre de l'article X de l'AGCS; négociations sur les subventions au titre de l'article XV de l'AGCS; négociations sur les marchés publics au titre de l'article XIII de l'AGCS; date de la prochaine réunion du Groupe de travail; et autres questions. Au titre de ce dernier point, il a été convenu d'arrêter la version définitive du rapport du Groupe de travail au Conseil du commerce des services.

POINT A: NEGOCIATIONS SUR LES SAUVEGARDES AU TITRE DE L'ARTICLE X DE L'AGCS

2. La Présidente a informé les délégations qu'au vu des débats du Groupe de travail, elle avait proposé au Conseil du commerce des services d'adopter la Décision sur la prorogation du mandat de négociation sur les mesures de sauvegarde d'urgence au titre de l'article X de l'AGCS jusqu'à la fin de juin 1999. Une délégation a fait remarquer que la Décision porterait prorogation du mandat pour les négociations au titre de l'article X sans autrement modifier ledit article. En particulier, le paragraphe 2 de l'article X continuerait de viser uniquement la modification ou le retrait des engagements dans les trois ans suivant leur entrée en vigueur. Dans tous ces cas, les paragraphes 2 à 5 de l'article XXI resteraient d'application après la procédure de notification. Une autre délégation, intervenant au nom de plusieurs délégations, a fait observer que les procédures de modification des listes dans le cadre de l'article XXI n'avaient toujours pas été établies et que les négociations sur ces procédures devraient être menées sans préjudice des négociations au titre de l'article X.

3. Une délégation a indiqué qu'il serait utile de convenir d'un programme de travail afin de faire le meilleur usage du temps imparti. On pourrait consacrer les six premiers mois de l'année à venir à la négociation de disciplines d'application générale juridiquement obligatoires, telles que celles qu'elle avait mentionnées dans sa communication précédente (S/WPGR/W/18), et le reste du temps à des discussions plus approfondies. Elle a proposé de présenter un document sur le sujet. Plusieurs délégations ont appuyé cette idée, mais deux étaient préoccupées par le fait que convenir d'un tel programme de travail risquait de préjuger de la question de savoir si l'AGCS devait contenir une disposition en matière de sauvegarde. Certaines délégations ont indiqué que le programme de travail pourrait être élaboré de manière à établir un équilibre entre les différents points de vue, et qu'un examen du bien-fondé et de la faisabilité des sauvegardes pourrait être effectué parallèlement à celui d'autres questions. La Présidente a dit qu'elle organiserait des consultations avec les délégations sur ce sujet ainsi que sur la possibilité d'organiser une séance de réflexion sur le thème des sauvegardes l'année suivante.

./.

POINT B: NEGOCIATIONS SUR LES SUBVENTIONS AU TITRE DE L'ARTICLE XV DE L'AGCS

4. La Présidente a observé qu'à ce jour, seules deux réponses au questionnaire sur les subventions avaient été reçues, bien que la date limite pour la présentation de ces réponses ait été fixée au 15 mai 1997. Elle a invité les délégations à faire leur possible pour fournir leurs réponses rapidement car, grâce à ces renseignements, les délégations seraient plus à même d'avoir un débat de fond. Une délégation a souligné l'importance des travaux dans ce domaine et a indiqué que l'analyse des subventions en rapport avec le commerce des services pourrait être poursuivie en attendant de nouvelles réponses au questionnaire. A cette fin, il a été demandé au Secrétariat de réunir des renseignements sur le sujet à partir des examens des politiques commerciales réalisés par l'OMC et d'autres sources.

POINT C: NEGOCIATIONS SUR LES MARCHES PUBLICS AU TITRE DE L'ARTICLE XIII DE L'AGCS

5. La Présidente a informé les délégations qu'à une réunion informelle sur les marchés publics tenue le 6 novembre 1997, deux types de questions avaient été soulevées. S'agissant du fond, quelques délégations avaient indiqué que les travaux devraient tout d'abord porter sur la définition des marchés publics et sur le principe de non-discrimination. S'agissant de la procédure, plusieurs délégations avaient insisté sur la nécessité de remédier au problème du chevauchement des travaux des différents organes de l'OMC qui s'occupaient des marchés publics. Une délégation a dit que le Groupe de travail devait indubitablement examiner les éléments des marchés publics qui avaient spécifiquement trait au commerce des services, tels que le rôle des concessions concernant les services publics. Elle avait l'intention de présenter une communication écrite sur les problèmes de définition, qui illustrerait les particularités des marchés publics de services, afin de démontrer que le Groupe de travail devait progresser dans ce domaine. Une autre délégation a dit qu'auparavant la perspective de ces travaux ne l'enchantait guère, mais qu'elle y était maintenant tout à fait favorable. Elle en était venue à penser qu'il fallait s'efforcer de mieux comprendre quelles disciplines pouvaient s'appliquer aux marchés publics de services et se fixer comme objectif d'élaborer ces disciplines. Une troisième délégation a, elle aussi, estimé qu'il serait intéressant que le Groupe de travail effectue ces travaux, et a accueilli avec satisfaction les manifestations d'intérêt des autres délégations.

POINT D: DATE DE LA PROCHAINE REUNION

6. Il a été convenu que le Groupe de travail tiendrait sa réunion suivante le vendredi 13 février 1997.

POINT E: AUTRES QUESTIONS

7. Le Groupe de travail a adopté, après avoir procédé à des modifications mineures, son rapport annuel au Conseil du commerce des services.